



une chance pour le changement

par Jayati Ghosh

© Don Farrell / Getty Images

Même si c'est devenu un lieu commun, cela n'en demeure pas moins vrai : dans toute crise, il y a une chance à saisir. Bien sûr, lorsque la crise se généralise et entraîne une chute de l'économie réelle partout dans le monde, on a plutôt tendance à voir seulement le mauvais côté des choses : les emplois perdus, les travailleurs voyant leur épargne partir en fumée et l'insécurité matérielle qui se répand. Et pourtant, plus que jamais, la crise mondiale que nous traversons offre aux citoyens et aux dirigeants politiques du monde entier l'occasion de restructurer les relations économiques de façon plus démocratique et durable.

Les vices du boom économique qui a précédé la crise étaient si nombreux que cette restructuration est devenue essentielle. Tout le monde sait maintenant que ce modèle économique reposait sur des pratiques spéculatives rendues possibles et encouragées par la déréglementation du secteur financier, et qu'il n'était pas durable. Malheureusement, il a également puisé de façon avide et irresponsable dans le capital de ressources naturelles. Il était en outre extrêmement inégal, et contrairement à la perception générale, la plus grande partie de la population des pays en développement n'en a retiré aucun profit.

La bulle financière américaine attirait l'épargne de toutes les régions du monde, y compris des pays en développement les plus pauvres et ainsi, pendant plus de cinq ans, le Sud a transféré des ressources financières vers le Nord. Les gouvernements des pays en développement ont ouvert leur marché au commerce et à la finance, ils ont abandonné leurs politiques monétaires et se sont orientés vers des politiques déflationnistes « fiscalement correctes » leur permettant de réduire les dépenses publiques. Ce faisant, les projets de développement sont restés inachevés et les citoyens se sont vus privés de leurs droits socio-économiques les plus élémentaires.

Contrairement aux idées reçues, il n'y a eu aucun transfert net d'emplois du Nord vers le Sud. En fait, dans les pays en développement, l'emploi dans le secteur de l'industrie a à peine augmenté au cours des dix dernières années, même en Chine pourtant connue pour être « l'usine du monde ». Au contraire, en raison de l'évolution des technologies dans le secteur de la fabrication et de l'apparition de nouveaux services, on a réussi à produire plus avec moins de main d'œuvre. Les anciens métiers qui existaient encore dans les pays du Sud ont disparu ou sont devenus précaires, tandis que la plupart des nouveaux emplois étaient fragiles, provisoires et mal rémunérés, même dans les pays à croissance rapide comme l'Inde et la Chine. La crise agraire persistante dans le monde en développement a détérioré les conditions de vie des paysans et engendré des problèmes alimentaires mondiaux. L'aggravation des inégalités a fait que la croissance des marchés émergents dont on nous a tant parlé a profité à une partie infime de la population. Les profits sont montés en flèche, mais la part des salaires dans le revenu national a fortement baissé.

Dès lors, la croissance récente n'a pas profité à tout le monde. Malheureusement, tout porte à croire que ce sont ceux qui n'ont rien gagné qui devront payer pour réparer les erreurs d'un système financier irresponsable et déréglementé. Avec le ralentissement économique, d'autres emplois

disparaîtront encore et ceux qui n'ont pas profité du boom économique, particulièrement dans les pays en développement, verront leurs sources de revenus disparaître et leurs conditions de vie se détériorer.

Un changement radical de stratégie économique à l'échelle mondiale est indispensable si nous voulons éviter cette situation. Plusieurs éléments sont incontournables.

Premièrement, il est désormais unanimement reconnu qu'il est essentiel de réformer le système financier international, qui s'est montré incapable de respecter deux règles élémentaires : prévenir l'instabilité et les crises, et assurer le transfert des ressources des économies les plus riches vers les plus pauvres. Non seulement on a assisté à une volatilité accrue et à une plus grande propension aux crises du secteur financier des marchés émergents et maintenant des pays industrialisés, mais même en période d'expansion économique ce sont les pauvres qui ont subventionné les riches.

Le système a encouragé un comportement procyclique — l'accentuation non nécessaire des fluctuations — dans les économies nationales. Il a fait de la finance un secteur opaque et impossible à réglementer. Il a encouragé les bulles et la ferveur spéculative, plutôt que de véritables investissements productifs en faveur de la croissance future. Il a permis la prolifération des transactions parallèles par le biais des paradis fiscaux et de contrôles nationaux peu rigoureux. En outre, il a affaibli le rôle d'un outil pourtant essentiel au développement économique, le crédit dirigé qui permet d'allouer une partie du prêt à des secteurs spécifiques de l'économie.

En raison de ces problèmes, il n'existe aucune alternative à la réglementation et au contrôle systématique du secteur de la finance par les Etats. Sachant que les acteurs privés s'efforceront infailliblement de contourner les réglementations en vigueur, le cœur du système financier — le secteur bancaire — doit être protégé, et cela n'est possible que par le biais de la responsabilité sociale. La socialisation plus ou moins importante du secteur bancaire (bien au-delà de la socialisation des risques inhérents au secteur de la finance) est donc devenue inévitable. Elle jouera un rôle tout aussi important dans les pays en développement car elle permet un contrôle public de l'utilisation du crédit, sans lequel aucun pays n'a jamais réussi à s'industrialiser.

Deuxièmement, il faut ramener les politiques fiscales et les dépenses publiques sur le devant de la scène. Il est devenu évident que les incitations fiscales sont essentielles dans les pays développés comme dans les pays en développement pour faire face aux conséquences néfastes de la crise actuelle sur l'économie réelle, et pour empêcher l'effondrement des activités économiques et de l'emploi. Il faut également avoir recours aux dépenses fiscales pour stimuler les investissements dans le secteur de l'adaptation au changement climatique, et pour promouvoir des technologies plus respectueuses de l'environnement. Les dépenses publiques jouent enfin un rôle primordial dans le développement des pays du Sud ainsi que dans la réalisation de l'objectif visant à atteindre un niveau de vie décent pour tous. Les politiques sociales, que les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre

pour garantir les droits économiques et sociaux des citoyens, sont en soi souhaitables et contribuent incontestablement au développement.

Troisièmement, la restructuration de l'ordre mondial devra reposer sur des efforts réfléchis en vue de réduire les inégalités économiques tant entre les pays, qu'au niveau national. Les limites « acceptables » en termes d'inégalités ont été largement dépassées dans la plupart des sociétés et les politiques futures devront inverser cette tendance. Il est indispensable de tenir compte sur les plans mondial et national de la nécessité de réduire les inégalités de revenus et de richesses, mais aussi, et surtout, au niveau de la consommation des ressources naturelles.

La situation est encore plus compliquée qu'il n'y paraît car les modes de production et de consommation non durables sont maintenant profondément ancrés dans les pays riches, et largement désirés dans les pays en développement. Il reste toutefois des millions de personnes dans les pays du Sud qui continuent d'être privées d'un accès suffisant ou adéquat aux conditions les plus élémentaires d'une vie décente, notamment à un niveau minimal d'hygiène, de santé, d'éducation et d'infrastructures, telles que réseaux électriques, transports et moyens de communication. Il est absolument impossible de garantir la fourniture de ces services à l'échelle universelle sans augmenter la quantité de ressources naturelles utilisée par personne et sans accroître la production émettrice de carbone. Ainsi, tant le principe de durabilité que d'équité exigent que les plus riches, essentiellement les habitants des pays développés, mais aussi l'élite des pays en développement, réduisent leur consommation excessive de ressources. Les politiques fiscales de redistribution et les autres politiques économiques doivent être axées en premier lieu sur la réduction des inégalités au niveau de la consommation des ressources, aux échelons national et mondial.

Quatrièmement, il faut mettre en place un cadre économique international pour soutenir ces efforts. Les flux de capitaux doivent être contrôlés et réglementés pour éviter qu'ils ne déstabilisent les stratégies mises en place. Le financement du développement et de la conservation des ressources naturelles mondiales doit être la première priorité des institutions économiques internationales, dont les méthodes ne peuvent plus reposer sur un modèle économique discrédité et déséquilibré.

Cinquièmement, étant entendu qu'il est maintenant impératif pour les Etats d'intervenir dans les activités économiques, il faut développer des méthodes qui permettront de le faire de façon plus démocratique et plus responsable tant au niveau national qu'international. Des injections massives de fonds publics seront nécessaires pour renflouer les établissements en difficulté et financer les mesures de relance fiscale. La méthode utilisée aura des incidences considérables sur la distribution des ressources, l'accès aux ressources et les conditions de vie des citoyens ordinaires, dont les impôts paieront la dette. C'est pour cela qu'il est important de concevoir un système économique mondial qui fonctionne de façon plus démocratique. Et il est encore plus important que, partout dans le monde, les Etats se montrent plus ouverts et plus attentifs aux besoins de la majorité des citoyens lors de la formulation et de la mise en œuvre des politiques économiques. 

